

## Contribution à la réflexion collective

Il importe que le débat d'idées ait lieu malgré cette pandémie assassine des relations sociales. Il ne reste que l'écrit pour tenter d'y pourvoir. Voici donc mes réflexions.

Nous le savons : l'élection présidentielle ne nous est pas favorable. Le mode de scrutin et ce que l'histoire en a fait au fil des mandatures ne peut pas nous enthousiasmer. En revanche, la bataille pour être présents dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale a toujours constitué un temps fort de notre vie de Parti. Or, les élections législatives suivent l'élection présidentielle. L'expérience de 2017 en a fait la démonstration. Nous avons vu comment nos propositions ont disparu des écrans dès lors que nous n'avions pas de candidat. Pour se faire entendre et porter nos propositions aux législatives, il faut donc participer à l'élection Présidentielle. Laisser la parole à d'autres pour nous représenter nous l'avons déjà fait. Il ne faut pas recommencer ce qui a échoué hier. Il faut au moins que l'expérience serve à quelque chose.

D'autres arguments plaident en faveur de la présence d'un candidat communiste. Se retirer serait aller au devant des rêves de certains : que se réitère en France la situation italienne avec un Parti Communiste qui se liquéfie dans la gauche pour finir noyé corps et biens. Non, décidément ce serait rendre un bien mauvais service à notre pays.

J'entends dire que Jean-Luc Mélenchon souhaite nous tendre la main. Que ne l'a-t-il fait durant tout le quinquennat. Nous attendons toujours que notre candidat de 2017 partage avec nous, ses électeurs, les temps de parole auxquels il a eu accès du fait de sa présence à l'élection présidentielle. Ce geste-là aurait validé la demande d'aujourd'hui. Il faut ajouter que seule une union de toute la gauche justifierait que nous abandonnions notre place au profit d'un autre car c'est la seule situation qui ramènerait globalement notre électorat aux urnes et permettrait donc de faire pièce au duel mortifère qui se profile à l'horizon. Hormis cela, nous devons porter des propositions alternatives, pour se donner les moyens de combattre la finance mondialisée. Il n'est pas nécessaire de mener une campagne assassine contre ceux avec qui nous nous sommes retrouvés côte à côte dans bien des combats.

Il faut aussi prendre en compte ce que nous apportons de spécifique du fait de notre histoire. Depuis 100 ans, sans désespérer, nous sommes les ennemis de la finance, cette finance addictive, jamais rassasiée, qui porte en elle la mort de l'humanité et la mort de la planète. Personne ne peut nier cette permanence. Aujourd'hui, poussée dans ses contradictions, l'économie néo libérale montre ses limites et la validité de nos propositions. La pandémie en fait la démonstration. La santé, sujet central, suppose que l'innovation soit dégagée de la rentabilité financière. Les brevets sur les vaccins doivent être levés pour que tous les hommes puissent y avoir accès. Tant que quelques-uns pourront encore être porteurs et transmetteurs de ce virus et/ou de ses variants, nous serons tous menacés. Il est décidément grand temps de repenser l'organisation de notre société. Nos propositions sont d'autant plus valables qu'une sacrée hypothèque est levée. De toute ma vie de militante communiste je n'ai cessé d'entendre dire que ce que je prônais relevait de l'utopie, de l'irréalisme et qu'il n'y avait pas d'argent pour réaliser notre programme. Aujourd'hui, tous nos concitoyens le savent, de l'argent, il y en a. Nous voyons les décisions de financer les mesures annoncées sans coup férir. Quel échec pour ceux qui pensaient devoir faire fi du rôle de l'État et de ses services publics. Quel échec pour la politique de marché ! Plus que jamais nous pouvons poser la seule question qui vaille : à qui et à quoi est destiné l'argent.

La décision de porter notre choix de société dans l'arène politique actuelle n'est pas facile à prendre. Elle exigera engagement et courage. Pour faire renaître l'espoir, il nous faut trouver ce courage, une fois encore et proposer l'optimisme de l'action. Sauf si nous parvenons à une

représentation unique de toute la gauche, il faut présenter un candidat communiste à cette élection présidentielle.

.